

PAR COURRIEL

Québec, le 24 avril 2026

N/Réf. : 2026-11054

OBJET: Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)

Monsieur,

Nous faisons suite à votre demande d'accès reçue le 16 mars 2026, visant à obtenir « *les documents suivants pour 2018-2019 à 2025-2026* :

1. *Les budgets d'investissement de la région;*
2. *Les budgets de fonctionnement de la région;*
3. *Nombre d'effectifs travaillant sur place (dans chaque région): nombre d'employés du MSP, de ses sous-ministériats ou de ses organismes (comme la SQ), si le MSP possède ces informations;*
4. *Montant (\$) payé à des agences externes : le MSP a-t-il recours aux services d'une entreprise ou d'un organisme externe dans certaines régions? Si oui, les montants dépensés;*
5. *Ratio d'employés permanents/temporaires : combien d'employés permanents, combien d'employés temporaires? ;*
6. *Nombre de plaintes des usagers;*
7. *Déficit de maintien des actifs: état des actifs du ministère;*
8. *Nombre d'heures supplémentaires effectuées par les employés ».*

Concernant le **point 1**, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a repéré le document visé par votre demande, lequel nous vous transmettons intégralement. Pour votre information, l'absence de données à certains endroits signifie qu'il n'y a pas eu d'investissement. À noter qu'un investissement correspond à l'acquisition d'immobilisations, c'est à dire des biens destinés à rester durablement dans le ministère et à contribuer à son activité sur le long terme. Par exemple, matériels informatiques, matériels de bureau, logiciels etc. Les chiffres proviennent donc des comptes comptables d'investissement tel que défini précédemment.

...2

Concernant **les points 2 et 4**, le MSP a repéré le document visé par votre demande, lequel nous vous transmettons intégralement. Prendre note que les montants visés par le point 4 sont fusionnés à ceux transmis au point 2. Il appert que le MSP est dans l'impossibilité d'isoler les montants demandés au point 4 et ce, en vertu de l'article 1 de la Loi sur l'accès. Comme le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul ni comparaison de renseignements, nous invoquons également l'article 15 de la Loi sur l'accès.

Concernant **les points 3 et 5**, le MSP a repéré les documents visés par votre demande, lesquels nous vous transmettons intégralement.

Pour **le point 3**, sans présumer de la réponse que vous obtiendrez, nous vous invitons également à vous adresser aux deux institutions suivantes :

École nationale de police du Québec

Madame Andréanne Deschênes
Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles
350, rue Marguerite-d'Youville
Nicolet (Québec) J3T 1X4
Téléphone : 819 293-8631 poste 6551
adeschenes@enpq.qc.ca

École nationale des pompiers

Monsieur Jacques Proteau
Directeur général
2800, boul. St-Martin Ouest. #3.08
Laval (Québec) H7T 2S9
Téléphone : 450 680-6800
jacques.proteau@enpq.gouv.qc.ca

Concernant **le point 6**, le MSP a repéré les renseignements visés par votre demande. Voici le nombre de plaintes fondées :

2018-2019 : 191
2019-2020 : 86
2020-2021 : 57
2021-2022 : 61
2022-2023 : 89
2023-2024 : 127
2024-2025 : 109

Concernant **le point 7**, le MSP n'a repéré aucun document. En vertu de l'article 1 de la Loi sur l'accès, nous sommes dans l'impossibilité d'y donner suite. Toutefois, sous toutes réserves de la réponse que vous obtiendrez, nous vous invitons à adresser votre demande à la personne responsable de l'accès à la Société québécoise des infrastructures aux coordonnées suivantes :

Société québécoise des infrastructures

Me Simon Bégin
Secrétaire général et directeur des affaires juridiques
525, boul. René-Lévesque E.
Québec (QC) G1R 5S9
Tél. : 418 646-1766 #7770
acces.information@sqi.gouv.qc.ca

Concernant **le point 8**, le MSP a repéré le document visé, lequel nous vous transmettons intégralement. Prendre note que le total du temps supplémentaire inclue les heures payées et les heures compensées.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de la Loi sur l'accès aux documents,

Original signé

Nadine Léveillé

p. j. Articles de la loi et avis de recours en révision

Chapitre A-2.1

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

CHAPITRE I APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

CHAPITRE II ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS SECTION I DROIT D'ACCÈS

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

Avis de recours à la suite d'une décision rendue par le ministère de la Sécurité publique en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir : l'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

b) Motifs : les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais : les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Question 1: Les budgets d'investissement de la région

DÉPENSES INVESTISSEMENT PAR RÉGION							
Identification	Année financière						Total général
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	
Abitibi-Témiscamingue		8 907,98	1 403,98	255,00	2 299,50	3 374,64	16 241,10
Bas-Saint-Laurent	2 330,30		2 047,90	2 795,95			7 174,15
Capitale-Nationale	2 542 557,34	7 369 097,58	1 615 674,09	4 746 281,06	5 306 188,44	6 702 092,22	28 281 890,73
Centre-du-Québec		7 392,00	6 313,00	1 875,38		30 159,00	45 739,38
Chaudière-Appalaches	40 983,98	22 994,55	89 942,55	82 980,00	399 541,59	37 463,59	673 906,26
Côte-Nord	6 713,00			1 890,50			8 603,50
Estrie	18 491,32	3 244,00	16 086,00	169 072,53	219 480,25	164 618,83	590 992,93
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine			236,60		2 133,50	20 636,70	23 006,80
Lanaudière	26 465,00		2 699,00	1 365,00	34 796,32	41 281,00	106 606,32
Laurentides	73 525,00	2 694,00	32 350,00	38 712,29	41 760,00	29 209,25	218 250,54
Laval	112 512,80	58 635,00	94 619,50	30 440,00	158 699,50	38 690,00	493 596,80
Mauricie					5 564,35		5 564,35
Montréal	181 736,86	72 867,74	9 688,98	199 660,35	126 623,64	496 604,01	1 087 181,58
Montréal	2 114 363,32	954 968,00	151 804,66	931 215,55	891 514,86	2 210 751,96	7 254 618,35
Outaouais		2 023,99		1 450,00			3 473,99
Saguenay - Lac-Saint-Jean		1 375,00	2 017,99	2 199,98	53 120,43	16 679,92	75 393,32
Aucune région identifiée	3 596 480,42	4 121 513,34	4 826 066,08	8 621 884,40	9 312 623,69	8 370 732,33	38 849 300,26
Total général	8 716 159,34	12 625 713,18	6 850 950,33	14 832 077,99	16 554 346,07	18 162 293,45	77 741 540,36

Mise en garde et limitations:

Le budget du MSP est disponible dans le Livre des crédits (données publiques), mais n'est pas reparti par région.

Question 2: Les budgets de fonctionnement de la région

Question 4: Montant (\$) payé à des agences externes: le MSP a-t-il recours aux services d'une entreprise ou d'un organisme externe dans certaines régions? Si oui, les montants dépensés; Ces dépenses sont incluses dans le total des dépenses de fonctionnement par région ci-bas.

DÉPENSES FONCTIONNEMENT PAR RÉGION							
Identification	Année financière						
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Total général
Abitibi-Témiscamingue	3 664 361,16	2 518 118,12	2 714 143,42	3 485 064,19	4 662 010,50	6 159 406,64	23 203 104,03
Bas-Saint-Laurent	2 350 006,61	2 039 252,07	2 013 692,31	1 652 067,95	1 681 986,47	1 709 226,85	11 446 232,26
Capitale-Nationale	199 359 457,15	201 519 627,79	188 364 613,41	206 928 774,49	223 337 877,77	230 976 507,99	1 250 486 858,60
Centre-du-Québec	2 963 012,31	3 595 208,51	4 143 327,07	6 151 034,21	3 439 311,39	4 626 285,59	24 918 179,08
Chaudière-Appalaches	2 230 540,77	2 953 325,57	3 583 296,16	3 935 722,88	3 589 208,92	2 753 990,63	19 046 084,93
Côte-Nord	1 343 489,73	1 191 524,05	1 299 492,70	833 816,27	1 111 308,97	1 158 889,05	6 938 520,77
Estrie	4 498 793,37	7 272 863,44	5 808 131,41	4 047 102,10	5 585 795,61	6 548 374,15	33 761 060,08
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	1 088 700,35	1 063 836,52	970 176,24	1 129 750,88	1 224 184,31	1 365 140,13	6 841 788,43
Lanaudière	2 431 928,79	2 708 346,11	2 391 734,22	2 724 323,48	3 019 496,89	3 260 968,80	16 536 798,29
Laurentides	3 361 184,10	3 503 200,00	3 504 599,12	3 145 410,73	3 393 746,03	3 662 109,74	20 570 249,72
Laval	3 172 677,99	2 458 615,89	2 466 002,98	1 884 975,63	3 189 089,89	4 789 036,72	17 960 399,10
Mauricie	1 296 011,53	1 833 873,42	1 732 225,82	1 580 859,38	2 445 774,82	2 087 088,26	10 975 833,23
Montréal	6 639 615,44	8 611 696,64	9 956 514,08	14 989 808,75	18 630 681,44	19 728 947,02	78 557 263,37
Montréal	24 077 769,27	22 738 160,11	27 401 664,45	26 991 463,99	26 047 882,57	22 580 302,93	149 837 243,32
Nord-du-Québec	552 927,61	559 432,64	86 193,45	550 937,90	364 157,72	338 863,77	2 452 513,09
Outaouais	1 999 986,46	1 892 991,23	1 957 972,98	2 115 066,01	2 230 805,10	2 482 531,45	12 679 353,23
Saguenay - Lac-Saint-Jean	2 172 331,55	2 383 475,88	2 262 056,79	2 444 595,70	2 771 583,92	3 155 369,85	15 189 413,69
Aucune région identifiée	24 520 497,47	17 448 603,70	27 129 373,27	95 179 679,34	69 884 539,52	80 343 029,03	314 505 722,33
Total général	287 723 291,66	286 292 151,69	287 785 209,88	379 770 453,88	376 609 441,84	397 726 068,60	2 015 906 617,55

Mise en garde et limitations:

Le budget du MSP est disponible dans le Livre des crédits (données publiques) mais n'est pas reparti par région.

L'information par région est disponible dans SAGIR selon les coordonnées des fournisseurs. Il n'existe aucun lien avec les employés puisqu'il s'agit de dépenses de fonctionnement. Quant à l'unité administrative, elle indique quel secteur dépense et non la provenance du fournisseur.

MSP

	Montréal							2	
	Saguenay - Lac-Saint-Jean							1	
Sous-ministériat de l'organisation policière et des services de sécurité	Abitibi-Témiscamingue							9	
	Bas-Saint-Laurent							14	
	Capitale-Nationale							277	
	Centre-du-Québec							6	
	Chaudière-Appalaches							13	
	Côte-Nord							5	
	Estrie							16	
	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine							4	
	Lanaudière							15	
	Laurentides							23	
	Laval							16	
	Mauricie							12	
	Montérégie							48	
	Montréal							142	
	Outaouais							18	
	Saguenay - Lac-Saint-Jean							21	
Sous-ministériat des services correctionnels	Abitibi-Témiscamingue	187	196	195	190	195	190	185	187
	Bas-Saint-Laurent	128	132	130	125	125	130	136	132
	Capitale-Nationale	629	620	593	597	617	631	637	618
	Centre-du-Québec	6	5	7	4	4	9	9	11
	Chaudière-Appalaches	16	17	16	16	17	17	18	18
	Côte-Nord	171	161	154	148	137	129	135	118
	Estrie	206	214	207	209	212	217	216	217
	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	140	143	144	143	140	143	135	132
	Lanaudière	19	21	18	17	18	26	25	24
	Laurentides	361	355	331	346	378	368	384	382
	Laval	270	265	263	263	266	276	291	279
	Mauricie	197	200	200	213	210	196	209	203
	Montérégie	304	308	316	304	315	322	346	344
	Montréal	1424	1382	1344	1307	1288	1333	1341	1342
	Nord-du-Québec	5	4	3	1				1
	Outaouais	199	199	197	182	189	200	208	209
	Saguenay - Lac-Saint-Jean	208	202	206	214	210	212	210	200
Sous-ministériat à la sécurité civile et la sécurité	Abitibi-Témiscamingue	6	6	6	6	5	5	4	5
	Bas-Saint-Laurent	8	10	9	10	9	14	15	13
	Capitale-Nationale	197	225	211	195	198	201	207	194
	Chaudière-Appalaches							1	2
	Côte-Nord	6	6	8	5	6	7	7	6
	Estrie	4	4	4	3	4	4	5	5
	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	11	12	10	13	12	13	12	10
	Laurentides	3	16	8	7	9	12	12	15

	Mauricie	8	9	7	7	11	11	13	13
	Montérégie	5	8	8	8	8	10	12	12
	Montréal	10	11	8	10	12	14	11	12
	Nord-du-Québec							3	2
	Outaouais	7	7	8	7	8	7	9	8
	Saguenay - Lac-Saint-Jean	8	8	10	10	11	14	16	16
Sous-ministériat des services à la gestion	Abitibi-Témiscamingue	1	1	1	1	1	1	1	
	Bas-Saint-Laurent	1	1	1	2	3	3	3	1
	Capitale-Nationale	232	250	274	334	373	436	436	385
	Centre-du-Québec				1	4	3	3	3
	Chaudière-Appalaches				1	1	1	2	1
	Côte-Nord	1	1	1	1	1	1	1	1
	Estrie	1	1	1	1	1	1	2	
	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine					1	2	2	3
	Lanaudière				1	3	2	2	1
	Laurentides	1	1	1	2	1	1	2	3
	Laval	1	1	2	11	11	13	14	12
	Mauricie	1	1	1	3	4	4	6	6
	Montérégie				2	9	8	9	5
	Montréal	7	7	7	18	27	28	35	26
	Outaouais	1	1	1	3	4	4	4	1
	Saguenay - Lac-Saint-Jean			1	1	3	2	3	2
Sous-ministériat des services de sécurité	Abitibi-Témiscamingue								9
	Bas-Saint-Laurent								15
	Capitale-Nationale								221
	Centre-du-Québec								7
	Chaudière-Appalaches								12
	Côte-Nord								10
	Estrie								20
	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine								6
	Lanaudière								17
	Laurentides								23
	Laval								17
	Mauricie								17
	Montérégie								53
	Montréal								130
	Outaouais								19
	Saguenay - Lac-Saint-Jean								25
Total MSP		5760	5790	5730	5816	5960	6184	6388	6191
Bureau des enquêtes indépendantes	Capitale-Nationale								6
	Montérégie	52	56	50	47	49	56	56	48
Commissaire à la déontologie policière	Capitale-Nationale	19	19	17	22	23	27	27	22
	Montréal	14	14	16	21	16	22	31	25
Bureau du coroner	Capitale-Nationale	35	35	44	45	46	44	52	47

ORG		Montréal	18	18	14	17	15	17	18	17
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	Capitale-Nationale	21	23	18	24	23	24	28	28
		Montréal	19	19	15	22	23	21	23	22
	Régie des alcools, des courses et des jeux	Capitale-Nationale	80	97	93	89	92	95	97	92
		Montréal	125	127	114	111	122	119	120	112
	Tribunal administratif de déontologie policière	Capitale-Nationale	7	7	6	8	9	9	8	9
		Montréal	7	5	6	5	5	5	5	5
	Commissaire à la lutte contre la corruption (unité permanente anticorruption)	Capitale-Nationale	7	6	10	16	18	23	21	27
		Montréal	82	93	104	118	125	135	136	144
	Total ORG			486	519	507	545	566	597	622
Total général			6246	6309	6237	6361	6526	6781	7010	6795

Nombre d'employés réguliers et occasionnels
par statut d'emploi et années financières

Note: Les données pour 2025-2026 sont en date du 2026-03-23

Ministère / Organisme	Statut d'emploi	Année financière							
		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026*
MSP	Occasionnel	543	476	462	515	349	319	344	216
	Permanent	4354	4470	4594	4652	4478	4469	4807	5196
	Temporaire	863	844	674	649	1133	1396	1237	779
Total MSP		5760	5790	5730	5816	5960	6184	6388	6191
ORG	Occasionnel	77	98	103	98	96	79	71	49
	Permanent	334	369	351	390	402	431	460	501
	Temporaire	75	52	53	57	68	87	91	54
Total ORG		486	519	507	545	566	597	622	604
Total général		6246	6309	6237	6361	6526	6781	7010	6795

Question 8: Nombre d'heures supplémentaires effectuées par les employés

TEMPS SUPPLÉMENTAIRE	
Année financière	Heures totales (payées et compensées)
2019-2020	826 691,14
2020-2021	737 398,07
2021-2022	967 992,51
2022-2023	937 790,96
2023-2024	975 265,66
2024-2025	1 009 100,51
Total général	5 454 238,85